



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article333>

# Interview de Boubakar Moussa Bâ, 1er vice président de l'UFP à Nouakchott Infos

- Le parti - Interviews -



Date de mise en ligne : samedi 4 août 2007

Date de parution : 5 août 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**NI : Monsieur le Président, lors de l'adresse du Président de la République à la Nation, vous aviez applaudi des deux mains, à travers nos colonnes. Comment réagissez-vous après son interview à la Télévision nationale ?**

**BBM :** Je n'ai que l'embarras du choix : applaudir frénétiquement, ou de manière prolongée, voire ovationner ! Pour parler sérieusement, je renouvelle au Président de la République l'expression de mon profond respect et de mon soutien sincère.

**NI : Pourquoi donc ?**

**BBM :** Pour son courage et la force de ses convictions, en particulier son attachement profond à la restauration de la confiance entre les communautés et au renforcement de l'unité nationale. Nous avons tenu hier une réunion de notre Comité Exécutif qui, à l'unanimité de ses membres présents, s'est félicité du contenu de l'interview du Président et de sa portée, réitérant son ferme soutien aux engagements du chef de l'État. En effet, personne n'ignore que les points de vue dominants au sein de larges franges de l'opinion publique c'est le scepticisme, l'inquiétude, si ce n'est la désapprobation. La politique politicienne pousse bon nombre d'hommes politiques - comme celui dont je viens de lire l'interview en première page de l'un de vos confrères - à « mettre de l'eau dans leur z'rig » et à biaiser. Le Président de la République s'est refusé, quant à lui, à cette manoeuvre et a réaffirmé non seulement ses engagements sur les questions relatives aux événements de 1989-1991, mais a clairement et fermement écarté toute forme d'amalgame avec la question des rapatriés.

**NI : Est-ce raisonnable ? Peut-on régler une question découlant des événements de 1989-1991 et en oublier une autre tout aussi importante pour une forte proportion de nos concitoyens ?**

**BBM :** Il n'est pas question de négliger, encore moins d'oublier une question aussi importante ! Simplement, étant donné les enjeux majeurs auxquels notre pays et nos populations sont confrontés, étant donné les limites objectives et subjectives qui sont les nôtres, il est indispensable de procéder par priorités, en ordonnant ces priorités. La question des déportés concerne des dizaines de milliers de compatriotes expulsés de leur pays par le régime dictatorial, vivant les affres de l'exil involontaire depuis 18 ans et dont certains aspirent ardemment à être enterrés dans leur patrie, parmi les leurs : notre devoir national est de les faire revenir dignement, de les réhabiliter, de les rétablir dans leurs droits et de réparer les préjudices qu'ils ont subis...

**NI : Les rapatriés ont également subi des préjudices innommables...**

**BBM :** Sans aucun doute ! À cet égard, ils méritent, au même titre, notre compassion. Tenons fermement en main le dossier les concernant et prenons le temps d'en faire le bilan, de l'ouvrir et de lui trouver les réponses convenables, le moment venu. Des efforts avaient été consentis par la communauté nationale en son temps, nous avons besoin d'en faire une évaluation minimale pour envisager de nouvelles mesures.

**NI : De nombreux citoyens ont été choqués par la franchise presque abrupte avec laquelle le Président a abordé certaines questions, en particulier celles relatives à leur vie quotidienne. Qu'en pensez-vous ?**

**BBM :** Effectivement ! Mais il me semble qu'il faut, avant tout, saluer le style convivial et pédagogique avec lequel le Président de la République s'est adressé à l'ensemble des citoyens. C'est une première de la part d'un chef d'État mauritanien. C'est comme s'il s'agissait d'échanges à bâtons rompus autour d'un thé, comme nous en avons l'habitude, vous et moi. Je n'ai aucune réserve quant au fond pour la franchise des propos tenus, mais je pense qu'il

aurait dû procéder à la manière d'un médecin pour tenir ces propos en termes qui soulagent la peine et n'aggravent pas l'accès de fièvre. Au lieu de cela, il semble que ces propos ont laissé l'impression d'impuissance des autorités, au niveau des déshérités, comme de l'opinion publique nationale.

**NI : Est-ce qu'il n'aurait pas suscité des illusions en procédant différemment ?**

**BBM :** Je ne pense pas ! Les plus démunis d'entre nous, la grande majorité de notre peuple, vivent aujourd'hui des conditions d'existence dégradantes et insupportables. La franchise oui, mais en même temps, si, les uns et les autres, nous avons la juste mesure de la gravité de la situation, nous devrions tous, sans exclusive, réfléchir, à l'affectation de nouvelles ressources au soutien des prix des denrées de première nécessité, à la distribution de l'eau, à la survie du bétail...

**NI : Monsieur le Président, c'est contraire au respect des lois du marché, conformément aux engagements de la Mauritanie auprès des institutions comme la Banque mondiale et le FMI !**

**BBM :** Non, c'est contraire à une certaine conception du respect des lois du marché, contraire au libéralisme absolu, qui, au nom du respect dogmatique des lois du marché, ferme les yeux sur les conditions des plus démunis. Les institutions que vous avez évoquées sont, de nos jours, dans l'obligation de prendre en considération la dimension sociale des problématiques liées à l'ajustement structurel. Certains de nos gouvernants se réclament du respect absolu des lois du marché, je respecte leur choix. Mais, pour nous autres de l'UFP, comme pour certains partis de l'opposition, ce respect dogmatique des lois du marché est contraire à nos convictions. Je sais également que certains partis membres de la coalition présidentielle partagent notre point de vue. Il est impérieux de se concerter dans les meilleurs délais pour trouver des solutions de compromis, en se souciant davantage de la situation des plus démunis.

**NI : La drogue est également une question qui vous préoccupe et que le Président de la République a abordée...**

**BBM :** C'est exact ! Affirmant sa volonté totale et celle du gouvernement d'aller jusqu'au bout, il a appelé, avec raison et sagesse, l'ensemble des Mauritaniens, l'ensemble des partis politiques et des associations de la société civile, à se donner la main et à se serrer les coudes pour affronter ce grave danger. Il s'en est également entretenu avec le chef du principal parti de l'opposition. Nous le soutenons résolument dans sa volonté et celle du gouvernement d'aller jusqu'au bout. La question de la drogue est d'une extrême gravité, c'est celle dont la solution déterminera pour longtemps l'avenir de la démocratie dans notre pays. Vous avez certainement écouté l'interview que notre compatriote Ahmedou Ould Abdallah, représentant du SG des Nations unies en Afrique de l'Ouest a accordée à RFI. Il a donné la mesure de l'extrême gravité de la question de la drogue pour l'ensemble de la sous-région. La Guinée-Bissau est devenu un État narco-trafiquant, comme nos camarades de ce pays nous l'ont confirmé. Le Sénégal et la Mauritanie sont sous la menace de certains milieux maffieux qui veulent, à la faveur d'une situation de troubles qu'ils tentent frénétiquement de provoquer, s'emparer de la direction des affaires du pays. Nous n'avons pas d'autre recours, pour écarter ce danger, que le consensus le plus large en notre sein, en recourant à la solidarité sous régionale, avec les pays du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest confrontés au même fléau, en sollicitant le soutien de nos amis d'Europe et d'Amérique.

**NI : Que concluez-vous de tout cela ?**

**BBM :** L'ensemble des questions soulevées, leur gravité, l'urgence de leur trouver des solutions consensuelles, viables et durables, exigent la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, la seule issue salvatrice pour notre peuple, l'unique garantie pour réaliser les desseins du Président de la République et de tous ceux qui se

reconnaissent dans ses engagements et ses prises de position. La vie confirme que l'UFP ne s'est pas trompée en arborant ce drapeau au cours et au lendemain de la Présidentielle. C'est toujours une exigence majeure pour notre pays.